



**PRÉFÈTE  
DE L'ALLIER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ N° 2761/2023  
portant autorisation d'exploiter une installation de galvanisation par la société ZINQ  
AUVERGNE sur la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule**

**La préfète de l'Allier  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** les actes en date des 3 mars 2003 et 15 juillet 2015 antérieurement délivrés à la société ZINQ AUVERGNE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Pourçain sur Sioule ;

**Vu** la demande du 10 octobre 2022, présentée par la société SAS ZINQ AUVERGNE, dont le siège social est situé Le Pont Panay - 03500 Saint-Pourçain sur Sioule, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de galvanisation située à la même adresse et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du Code de l'environnement ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande en date du 20 février 2023 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 25 avril 2023 ;

**Vu** la décision en date du 25 mai 2023 de la présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 16 juin 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de un mois, du 17 juillet au 18 août 2023 inclus sur le territoire des communes de Saint-Pourçain sur Sioule, Contigny, Saulcet, Bayet et Louchy-Montfand ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date 9 septembre 2023 ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes Saint-Pourçain-sur-Sioule, Saulcet, Bayet et de la communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 08/11/2023 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 16/10/2023 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la réponse du pétitionnaire en date du 19/10/2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDERANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDERANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

**CONSIDERANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Allier;

## **ARRÊTE**

### **1 Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### *1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation*

La société ZINQ AUVERGNE SAS (SIRET 31425899700027), dont le siège social est situé ZONE INDUSTRIELLE PONT PANAY – BP34 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse les installations détaillées dans les articles suivants.

### 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Saint-Pourçain-sur-Sioule	Section ZK numéros 152 – 153 – 154 – 531 – et section ZI numéro 101	ZI du Pont Panay

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 50 000 m<sup>2</sup>.

### 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

## 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3230-c	Transformation de métaux ferreux	Creuset de zinc en fusion de 127 m <sup>3</sup>	> 2 t/h	A
3260	Traitement de surface de métaux	7 bains de décapage de 120 m <sup>3</sup> 2 bains de dégraissage de 120 m <sup>3</sup> 1 bain de dézingage de 75 m <sup>3</sup> 1 bain de fluxage de 120 m <sup>3</sup> 1 bain de passivation de 120 m <sup>3</sup>	1 395 m <sup>3</sup>	A
2567-1a	Galvanisation de métaux	1 creuset	127 m <sup>3</sup>	A
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Bain de dézingage de 75 m <sup>3</sup> Cuve de stockage du bain de dézingage usé de 22 m <sup>3</sup> Correcteur chlorure de zinc à 40 % : 1,9 t Ammoniaque > 25 % : 0,9 t Produit pour fluxage : 2,79 t	131,69 tonnes	A
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Bain de fluxage de 120 m <sup>3</sup>	150 tonnes	DC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique	3 piézomètres de surveillance des eaux souterraines	3	D
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles	Superficie totale du site Rejet dans la rivière Sioule après traitement	50 000 m <sup>2</sup>	D

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

#### 1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement pour la rubrique 4510 relative aux dangers pour l'environnement.

#### 1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3230 relative à la transformation des métaux ferreux par application de couches de protection de métal en fusion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FMP.

Les prescriptions de la présente autorisation sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 du Code de l'environnement et des articles R. 515-70 à 73 du même code.

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux ». La première publication en ce sens date du 4 novembre 2022.

Les installations de galvanisation et de traitement de surface de l'exploitant respectent les dispositions suivantes :

1. Le décapage et le dézingage s'effectuent dans des cuves séparées afin d'éviter la production d'acides usés à forte concentration en zinc et en fer ou de réduire leur quantité à éliminer.
2. Pour les solutions de dézingage, employer des techniques de valorisation des solutions usées à forte concentration en zinc sur site ou hors site.
3. Le temps de trempage dans le bain de zinc fondu est limité à la durée nécessaire pour atteindre les spécifications concernant l'épaisseur du revêtement.
4. Les pièces sont retirées aussi lentement que possible du bain de zinc fondu.

#### 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

## 1.4 Cessation d'activité

### 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est à vocation industrielle.

Les mesures prises seront notamment :

- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

## 1.5 Garanties financières

Non concerné.

## 1.6 Implantation

Non concerné.

## 1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses mises à jour,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## 2 PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### 2.1 Conception des installations

#### 2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Bain de galvanisation	Zinc fondu à 450 °C	Non concerné	Injection de chaux et filtres à manches
Conduit N° 2	Brûleurs du bain de zinc fondu et séchoir	7 040 KW	Gaz naturel	

### 2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	19,5	1,70	110 000	11,2
Conduit N° 2	19	0,6	1189	14,2

## 2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

### 2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 1		
		Concentration mg/Nm³	Flux	
			Kg/h	T/an
Poussières, y compris particules fines		5	0,55	3,5
NH3	7664-41-7	30	3,3	20,6
Zinc	7440-66-6	5	0,5500	3,5
HCl	7647-01-0	30	3,3	21

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 2		
		Concentration mg/Nm³	Flux	
			Kg/h	T/an
Poussières, y compris particules fines		10	0,012	0,0748
NOx, exprimé en NO2	14797-65-0	300	0,36	2,247

### 2.2.1.2 Émissions diffuses

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet n° 1 visé au 2.1.1 du présent arrêté dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	Continu	oui	Annuelle
NH3	Trimestrielle	oui	Annuelle
Zinc	Trimestrielle	oui	Annuelle
Poussières	Trimestrielle	oui	Annuelle
HCl	Trimestrielle	oui	Annuelle

L'exploitant assure une surveillance du rejet n° 2 visé au 2.1.1 du présent arrêté dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	Annuelle	oui	Annuelle
O <sub>2</sub>	Annuelle	oui	Annuelle
Poussières	Annuelle	oui	Annuelle
NOx	Annuelle	oui	Annuelle

### 2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

Non concerné.

## 3 PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

### 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

#### 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal	Prélèvement maximal
				Journalier (m <sup>3</sup> /j)	Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau	Commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule	-	-	-	3000

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha, soit 48,6 m<sup>3</sup>/h.

### 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

#### 3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :... (eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc)

Les acides de décapage usés, les solutions de dégraissage usées et les solutions de fluxage usées sont traités de manière appropriée en vue de leur recyclage/valorisation ou de leur élimination en tant que déchet. Ces résidus liquides ne sont pas rejetés dans le réseau d'eaux communal ou directement dans le milieu naturel.

De même, les solutions de rinçage sont recyclées dans la composition des bains de l'installation de traitement de surface.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux pluviales	Réseau communal des eaux pluviales	Rivière Sioule - code Sandre FRGR0273	Séparateur d'hydrocarbures
Pt N°2	Eaux vannes	Réseau communal des eaux usées	station d'épuration de St Pourçain/Sioule - Code Sandre 0403254S0004	Convention et autorisation

#### 3.2.2 Dispositions générales

La réfrigération en circuit ouvert n'est pas autorisée.

#### 3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

##### Pour le rejet dans le milieu naturel :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- ✓ réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ✓ ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

##### Pour le rejet dans une station collective :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

### 3.3 Limitation des rejets



### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1

- Température maximale : 30 °C
- pH : 6,5 à 9

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1
		Concentration maximale (mg/l)
MES	1305	50
DCO	1314	90
DBO5	1313	50
Zinc	1383	1
Indice hydrocarbures	7007	10

### 3.3.2 Rejets internes

Non concerné.

## 3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

### 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

L'exploitant relève à fréquence hebdomadaire les quantités d'eaux issues du réseau public.

### 3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
1	MES	1305	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
1	DCO	1314	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
1	DBO5	1313	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
1	Zinc	1383	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
1	Indice hydrocarbures	7007	Ponctuel	Annuelle	Annuelle

### 3.5 Surveillance des effets sur les milieux aquatiques et les sols

#### 3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	Non concerné	amont	Nappe alluviale de la Sioule	8,5 m
PZ2	Non concerné	aval	Nappe alluviale de la Sioule	8,5 m
PZ3	Non concerné	aval	Nappe alluviale de la Sioule	5,2 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Zinc	1383	PZ1-PZ2-PZ3	quinquennale
Fer	1393	PZ1-PZ2-PZ3	quinquennale
Nickel	1386	PZ1-PZ2-PZ3	quinquennale

#### 3.5.2 Surveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation en date du 10 octobre 2022 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans. La prochaine campagne sera effectuée durant l'année 2032.

### 4 Autorisations embarquées

Non concerné.

### 5 Protection du cadre de vie

#### 5.1 Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 1.

##### 5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1 à 4	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan en annexe 1 du présent arrêté définissant les zones à émergence réglementée.

#### **5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la signature du présent arrêté, puis tous les 5 ans.

### **6 Prévention des risques technologiques**

#### **6.1 Conception des installations**

##### **6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu**

L'ensemble des bâtiments et installations sont construits selon les éléments décrits dans la demande d'autorisation du 10 octobre 2022, modifiée le 20 février 2023 susvisée.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### **6.1.2 Désenfumage**

Non concerné.

##### **6.1.3 Organisation des stockages**

La nature des produits stockés, leur quantité et condition de rétention respectent les éléments décrits dans l'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation du 10 octobre 2022, modifiée le 20 février 2023 susvisée.

En particulier, le stockage des matières pour les installations de traitement de surface s'effectue dans un local résistant au feu 1 heure. Les acides et les bases sont entreposés sur des rétentions séparées.

Le stockage de matière combustible dans la zone de galvanisation est interdit.

##### **6.1.4 Installations électriques**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

##### **6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

Les engins de secours peuvent accéder au site par l'entrée principale de l'établissement au niveau de la route de Rachailier au nord-est du site. Un accès secondaire est également possible au nord-ouest du site toujours au niveau de la route de Rachailier.

Les voies de circulation et accès sont délimités, maintenus en constant état de propreté et dégagés de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et ouvertures des installations.

##### **6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

L'exploitant dispose

- d'une rétention d'un volume de 966,65 m<sup>3</sup> associée à l'installation de traitement de surface.
- d'une rétention d'un volume de 20 m<sup>3</sup> associée aux cuves de stockage d'acide chlorhydrique.
- d'une rétention déportée d'un volume de 43 m<sup>3</sup> associée aux stockages et aux opérations de dépotage de ces mêmes acides.

Le confinement des eaux incendie est effectué par une rétention matérialisée par le parc à « ferrailles » extérieur dont le volume disponible est au minimum 1300 m<sup>3</sup>. Cet espace de rétention en forme de cuvette est relié aux réseaux d'eaux pluviales muni d'une vanne de fermeture actionnable en toute circonstance.

## **6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents**

Non concerné.

## **6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- un système de détection automatique d'incendie équipant les locaux et les armoires de commande du bain de zinc et du TGBT et présentant les caractéristiques suivantes :
  - détection incendie avec double détecteur optique ;
  - système d'extinction au gaz inerte ;
  - vérification annuelle des équipements par un organisme agréé.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'une réserve de sable meuble et sec et d'une pelle à proximité de la cuve de GNR ;
- de 5 kits antipollution répartis sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont complétés par les moyens suivants :

- de deux poteaux incendie distants de moins de 100 mètres des bâtiments, le premier étant situé près de la zone de dépotage et le second implanté sur le domaine public au niveau du portail nord-ouest.

### **6.3.2 Organisation**

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers au plus tard le 30 juin 2024.

## **6.4 Prévention des accidents liés au vieillissement**

Les installations et équipements figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection conformes aux dispositions des articles 2 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

## 7 Prévention et gestion des déchets

### 7.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation
2. De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
  - a) La préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) Le recyclage ;
  - c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) L'élimination.

### 7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	11 05 01	Mattes
	11 05 02	Écumes de zinc
	20 01 38	Bois
	20 01 01	Papier/Carton
	20 01 40	Métaux
	15 01 02	Matières plastiques
	11 05 03	Chaux
	11 01 11	Liquide aqueux de rinçage
	20 01 99	Autres déchets
Déchets dangereux	11 01 05	Acide de décapage
	11 01 06	Acide de dézingage
	11 01 09	Boues d'hydroxyde
	15 01 10	Emballages souillés
	11 01 13	Boues dégraissant acide
	11 05 04	Sels de fluxage
	11 05 04	Boues de fluxage
	16 06 01	Accumulateur Pb
	13 05 07	Boues de séparateur
	15 02 02	Eau/Hydrocarbures Absorbants souillés

### 7.3 Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Mattes : 25 t Bain de zinc : 900 t Métaux ferreux : 3,5 t x2+ 7,5 t Palettes en bois : 2,2 t Autres déchets : 1,2 t
Déchets dangereux	Acide : 25,5 t Dégraissant : 4,4 t Matière première de fluxage : 2,8 t Bains actifs de dégraissage : 207 t bains actifs de décapage : 1092 t Rinçage: 240 t Bains actifs de fluxage : 150 t Déchets boues de fluxage : 12 t

## 8 Conditions particulières applicables à certaines installations

### 8.1 Conditions particulières applicables à certaines installations

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
30/06/06	Arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

## **8.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux 897/03 du 13 mars 2003 et 1751/15 du 2 juillet 2015 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

## **8.3 Conditions particulières relatives à la rubrique 3260**

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ne sont pas applicables à l'établissement.

## **9 Dispositions FINALES**

### **9.1 Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **9.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **9.3 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint-Pourçain-sur-Sioule et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Saint-Pourçain-sur-Sioule pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir Contigny, Saulcet, Bayet et Louchy-Montfand ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Allier pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **9.4 Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Allier, la Sous-Préfecture de Vichy, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Pourçain-sur-Sioule et à la société ZINQ AUVERGNE.

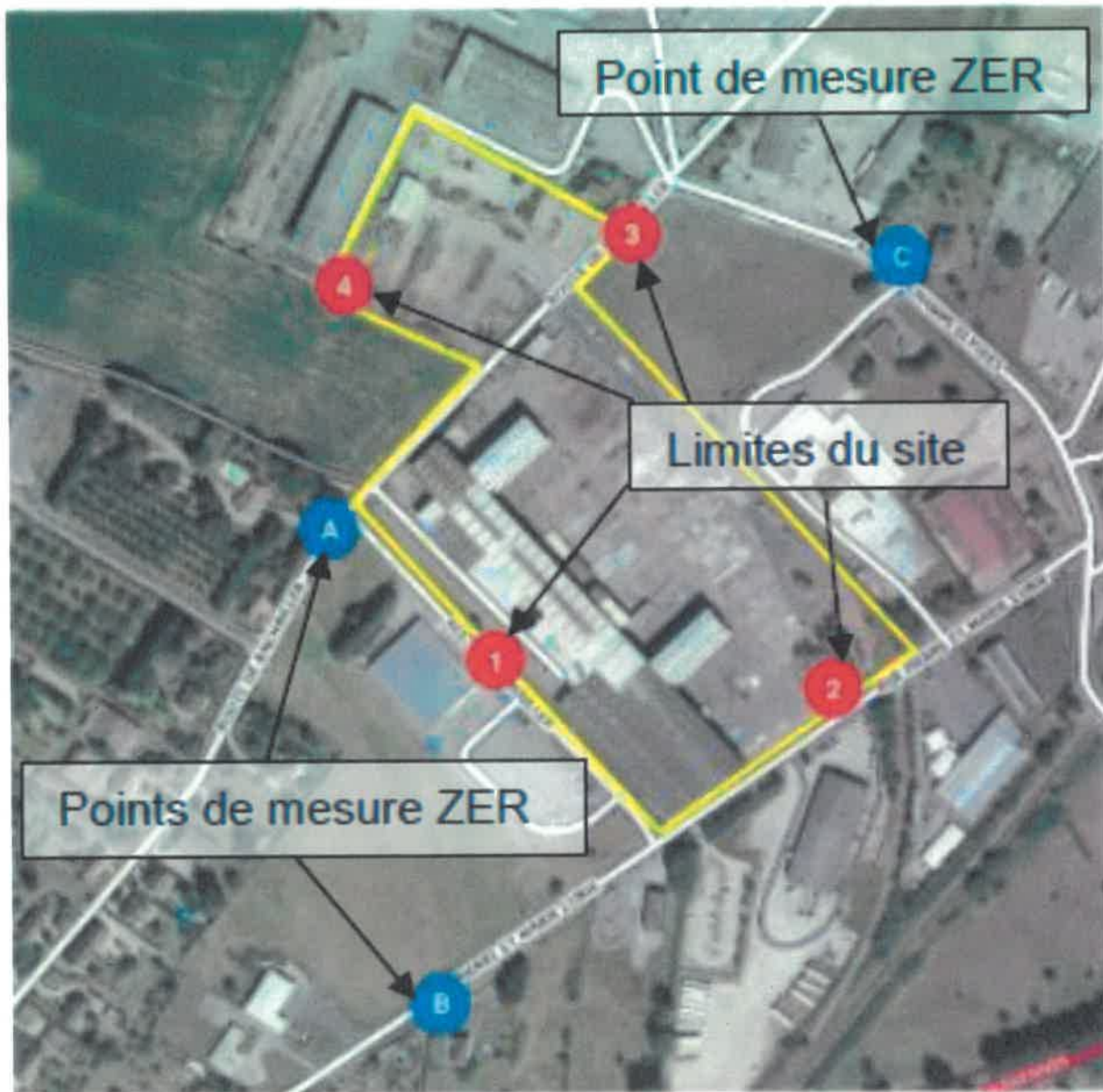
Moulins, le 13 NOV. 2023

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général

Olivier MAUREL



Annexe 1 : plan des zones à émergence de bruit



## Annexe 2 : plan d'implantation des piézomètres

### IMPLANTATION DES PIEZOMETRES :

